

Session extraordinaire sur le désarmement

par G.R. Skinner

Le contrôle des armes et le désarmement sont actuellement deux des dossiers internationaux les plus difficiles et les plus absorbants. Des débats d'une variété et d'une complexité presque sans limite ont été menés sur les façons pratiques de réduire les stocks d'armes et les forces armées tout en maintenant une sécurité adéquate. D'autre part, les engins nucléaires et les autres armes de destruction massive ont donné au problème un caractère d'urgence et il a fallu prendre en considération la dissymétrie des relations économiques et politiques entre pays industrialisés et en développement. Une bonne partie du vocabulaire du contrôle des armes et du désarmement répugne par sa technicité et, comme le débat lui-même, a parfois obscurci plutôt que clarifié les véritables obstacles au progrès, les tensions, notamment politiques, entre États.

La session extraordinaire qui se tiendra du 23 au 28 juin 1978 à New York ne sera pas la première, et probablement pas la dernière réunion internationale consacrée au désarmement et au contrôle des armes. Ces réunions ont connu un cheminement long et quelque peu irrégulier. La prochaine session innove toutefois à certains égards. Les pays non alignés (pour la plupart membres du Tiers monde ou, aux Nations Unies, du «Groupe des 77») ont influencé considérablement son ordre du jour après avoir été les principaux artisans de sa convocation. Cette session est d'ailleurs le fruit de plus de dix années d'efforts entrepris au Sommet des pays non alignés à Belgrade en 1961.

Au très fort sentiment de frustration (et peut-être d'impuissance) que ressentent nombre de pays non alignés envers ce qu'ils considèrent comme une incapacité à arrêter, ou du moins à réduire le gaspillage (pour ne pas mentionner le danger) inhérent à la course militaire Est-Ouest s'est ajoutée depuis quelques années la conviction d'avoir été lésé, à preuve les vastes discussions sur les relations économiques entre pays indus-

M. Skinner est directeur adjoint de la Direction du désarmement et du contrôle des armements au ministère des Affaires extérieures. Il est entré au Ministère en 1966 et a été affecté à New York, au Caire et à Varsovie. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.

trialisés et en développement. C'est pourquoi nombre de pays du Tiers monde considèrent cette session extraordinaire de l'AGNU (la huitième) comme le prolongement direct et logique des sixième et septième sessions extraordinaires sur le nouvel ordre économique international (NOEI). Le Canada, qui a appuyé sa convocation, y voit plutôt une chance de faire progresser la cause même du contrôle des armes du désarmement.

Le Canada a reconnu et appuyé de nombreux objectifs économiques du Tiers monde; il a d'ailleurs pris un certain nombre d'initiatives visant à réduire quelques-unes des sources économiques de tension dans les relations Nord-Sud et ce non seulement aux Nations Unies mais également par sa contribution à la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) dont M. Alan MacEachen assurait la coprésidence. Tout en étant très sensible aux préoccupations du Tiers monde, le Canada n'en a pas moins continué à mettre l'accent sur les aspects sécuritaires des mesures de contrôle des armes et de désarmement, notamment dans le contexte Est-Ouest. Le processus de détente (qui se déroule généralement à l'extérieur du système des Nations Unies) est d'une importance primordiale pour un contrôle efficace des armements de l'Est et de l'Ouest. De même, tout échec des discussions sur le désarmement finira par influencer sur la détente. Si les deux notions ne sont pas sur le même plan, elles se recoupent tout de même, la première étant la pierre de touche de la seconde.

Divergence

Au sein de la communauté internationale, il y a donc divergence de perspectives quant à l'importance et au but des mesures de contrôle des armes et de désarmement. Dans le contexte Est-Ouest, ces mesures font partie intégrante du cheminement de la détente. On consacre au moins autant d'efforts aux négociations qui se tiennent en dehors du système des Nations Unies, par exemple aux SALT et aux MBFR, qu'à celles qui se déroulent en son sein. Dans l'optique Nord-Sud toutefois, le contrôle des armes et le désarmement, tout en ayant leur justification propre, sont étroitement liés aux dimensions économiques du redressement des iné-